



Regard

de Georges Corm sur la place du religieux au Moyen-Orient



*Économiste et historien libanais ;
auteur de nombreux ouvrages, dont
Le Proche-Orient éclaté. 1956-2012
(Folio, 2012) et Pour une lecture
profane des conflits. Sur le « retour
du religieux » dans les conflits
contemporains du Moyen-Orient
(La Découverte 2012)*

Des partis islamistes ont été élus en Tunisie et en Égypte. Quelle est la place du religieux dans le monde arabe après les révolutions de 2011 ?

Quelque chose a bougé dans le monde arabe. Nous avons assisté à des scènes de foules grandioses qui rassemblaient toutes les catégories sociales, toutes les tranches d'âge. Cela ne s'était pratiquement plus vu depuis la grande époque nassérienne, dans les années 1960. Maintenant, il est clair qu'il y a eu une récupération ou des essais de confiscation de ces mouvements, que je qualifierai de « libertaires » en règle générale, avec tout leur contenu complexe : demandes de dignité, requêtes économiques et sociales... La crise de l'emploi au Moyen-Orient est absolument ravageuse ; il était normal qu'un jour ou l'autre, les jeunes sortent dans les rues pour protester. On a aussi vu les femmes manifester de façon tout à fait exceptionnelle, notamment au Yémen ! Malheureusement, il s'est mis en place la même constellation contre-révolutionnaire que dans les années 1950 et 1960, c'est-à-dire l'alliance des pétromonarchies de la péninsule Arabique, telles que le Qatar ou l'Arabie saoudite qui, depuis des décennies, essaient des mouvances issues du radicalisme islamique tout en étant des alliés privilégiés des États occidentaux et ont su profiter des premières élections plus ou moins libres du monde arabe pour faire arriver ces groupes au pouvoir. Cela a conduit à une quasi-confiscation des révolutions.

Dans votre livre *Pour une lecture profane des conflits. Sur le « retour du religieux » dans les conflits contemporains du Moyen-Orient*, vous parlez plutôt du « recours » au religieux. Que voulez-vous dire ?

Il s'agit d'une instrumentalisation du religieux qui est un peu vieille comme le monde dans la gestion des pouvoirs et des conflits de puissance. Ce qui est choquant, c'est que jusqu'il y a trente ou quarante ans, la géopolitique ou les affrontements de puissance s'exprimaient sur le mode laïque. On a connu tout d'abord les grands nationalismes européens qui sont entrés en collision, produisant deux guerres mondiales. Dans ce cas, il n'était pas question de religion (les vocabulaires et l'expression de ces nationalismes étaient laïques). Puis, on a eu les analyses marxistes qui ont longtemps dominé, y compris dans les recherches académiques. Tout était alors interprété en termes de conflits de classes sociales et de lutte contre l'impérialisme et le capitalisme. Une fois l'Union soviétique disparue en 1991, une fois les grands nationalismes européens, jadis modèles pour le monde entier, devenus caducs après la création du Marché commun, puis de l'Union européenne, il fallait trouver autre chose. C'est à ce moment-là que l'on a fait feu de tout bois avec cette instrumentalisation de la religion en général, notamment en Afghanistan sous occupation soviétique (1979-1989), où l'alliance des États-Unis et des pétromonarchies



« Quelque chose a bougé dans le monde arabe. Nous avons assisté à des scènes de foules grandioses qui rassemblaient toutes les catégories sociales, toutes les tranches d'âge. Cela ne s'était pratiquement plus vu depuis la grande époque nassérienne, dans les années 1960. »

De gauche à droite : Des islamistes égyptiens prient pour Mohamed Morsi en mai 2012.
En Tunisie, les partisans d'un État laïque et d'un régime basé sur le Coran s'opposent depuis la révolution.

de la péninsule Arabique avait œuvré à une mobilisation islamique instrumentalisée pour lutter contre l'occupant qualifié d'« athée ». Cette période de laïcité dans l'ordre international s'est aujourd'hui totalement effondrée. Le premier signe avant-coureur de cet effondrement a été la déclaration Balfour de 1917 (en vertu de laquelle le Royaume-Uni promet de créer un « foyer national juif en Palestine »), suivie de la création d'États qui prétendent parler au nom de religions transnationales : l'Arabie saoudite (1932), le Pakistan (1947) et Israël (1948), ainsi que de la Conférence des États islamiques en 1969.

Quelle est la place du religieux dans l'exercice du pouvoir, notamment en Tunisie, où le parti Ennahdha est accusé de jouer le jeu des radicaux ?

Que ce soit en Égypte ou en Tunisie et, dans une moindre mesure en Libye, mais maintenant en Syrie aussi, il s'est mis en place un jeu d'ombre où les forces qui soutiennent les mouvances islamiques ont décidé que, d'un côté, il y avait les Frères musulmans plus ou moins modérés et, de l'autre, les salafistes. Le mot « salafiste » est entré dans le vocabulaire des médias occidentaux et arabes... Cela est très commode et pratique, car les Frères musulmans font désormais office de barrage à cette mouvance. À mon avis, ce jeu ne fera pas illusion longtemps. Malheureusement, les analyses, quand elles se basent sur le religieux, passent à côté des réalités complexes des conflits.

La laïcité et la citoyenneté, tel qu'elles sont vécues en Europe, peuvent-elles s'intégrer à la culture arabe contemporaine dans toute sa complexité ?

Le problème aujourd'hui c'est que l'Europe elle-même perd son esprit républicain. Il y a une crise forte de la laïcité qui se voit à tous les niveaux. Pour preuve, le fait qu'un président de la République française comme Nicolas Sarkozy a déclaré au pape, en 2010, qu'il n'était pas d'accord avec beaucoup d'éléments de la laïcité. On voit également les laïcs en France être sur une ligne d'islamophobie qui ne fait pas honneur aux valeurs de la laïcité. On assiste ainsi à une crise généralisée qui s'est étendue à toute la géopolitique internationale. Voici des décennies que sortent des livres aux titres suggestifs : « géopolitique du chiisme », « géopolitique de l'orthodoxie », « guerre des dieux », etc. On est dans des catégories de perception totalement religieuses. Or tout cela empêche de voir quels sont les véritables enjeux de puissance profanes dans le monde.

Est-ce que vous vous inscrivez en faux contre la phrase de l'écrivain français André Malraux qui affirmait que « le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas » ?

André Malraux avait annoncé cela par une intuition. Le XXI^e siècle n'est pas celui du religieux, mais de l'instrumentalisation du religieux, surtout dans cette zone ultrastratégique et sensible qu'est le Moyen-Orient. Les trois monothéismes (judaïsme, christianisme et islam) y sont nés. Cela est d'autant plus facile, notamment depuis la création d'Israël en 1948 et l'importance prise par le wahhabisme saoudien. Ce dernier a totalement changé la face de l'islam, jadis ouvert, modéré. C'est la religion de la compassion, du juste milieu. Tout cela disparaît parce que les promoteurs des mouvances radicales ont une force de frappe financière exceptionnelle dans leur histoire, facilitée par la mondialisation, et jouissent du soutien des puissances occidentales. C'est quand même extraordinaire que la plus grande démocratie du monde, les États-Unis, ait comme principaux alliés dans le monde non européen (en dehors du Japon) le Pakistan, un État religieux, Israël, l'État des juifs, et l'Arabie saoudite, l'État des musulmans ! Par ailleurs, dans la culture politique occidentale, l'ennemi marxiste et soviétique a été remplacé par la subversion dite « islamique ».

Vous dites que seule la réouverture de l'*ijtihad* (effort de réflexion) permettra de libéraliser les sociétés arabo-musulmanes. Comment la liberté d'exégèse du Coran peut-elle s'appliquer et être régie dans ce cadre ?

L'erreur des laïcs républicains, c'est d'avoir voulu plaquer le schéma de la laïcité occidentale sur des sociétés qui ont eu des trajectoires totalement inverses. C'est dans l'islam que l'on a tout d'abord introduit la liberté d'exégèse du texte sacré jusqu'au IX^e-X^e siècle. Progressivement, tout cela s'est fermé. Le courant dominant sunnite n'a plus reconnu les autres exégèses, limitant à quatre les écoles juridiques (hanafisme, malikisme, chaféisme et hanbalisme). Le problème n'est pas tellement de séparer l'Église de l'État puisqu'en islam, il n'y a pas d'Église au sens catholique du terme ; il n'existe pas de structure pyramidale, hiérarchique. Aussi, pour maintenir l'autoritarisme dans toutes les sociétés musulmanes, on a trouvé commode cette interprétation wahhabite de l'islam qui fait appel aux écoles les plus radicales, tel un adjuvant extraordinaire pour maintenir le contrôle sur les populations. Quant au programme de ces mouvances islamiques, je le qualifierai de « nationalisme vestimentaire » qui fait la part belle à l'apparence physique de l'homme et de la femme et à une religiosité d'apparat, conformément à l'imaginaire d'un islam fantasmé, au lieu de s'occuper des problèmes de développement économique et social, de l'acquisition des sciences et des techniques, de lutte contre tous les phénomènes d'oppression (interne et externe).



© B. Bismarck/Anadolu

Le dirigeant du Hezbollah, Hassan Nasrallah, est un « nouveau Gamal Abdel Nasser », selon Georges Corm.

 Certains intellectuels laïques arabes qui ont tiré les dividendes de ce « printemps arabe », comme le président tunisien Moncef Marzouki, ont proposé la formule de l'« État civil ». L'appel unitaire arabe, héritage des grandes heures du nassérisme, est-il d'actualité ?

On a pu penser qu'il y avait eu avec les révolutions de 2011 une unité retrouvée de la conscience arabe. Cela était frappant de voir toutes les sociétés bouger d'Oman jusqu'en Mauritanie avec des slogans et des demandes similaires. Or quand des scrutins libres ont été organisés dans les deux pays phares de cette vague libertaire et révolutionnaire (l'Égypte et la Tunisie), les mouvances islamiques qui étaient restées en retrait des soulèvements se sont totalement investies dans les processus électoraux. Pourtant, quand vous regardez les résultats de la présidentielle égyptienne, vous voyez que Mohamed Morsi, le candidat des Frères musulmans, a eu à peine un tiers des suffrages exprimés. Cela s'explique notamment par le fait que les gens se sont rendu compte qu'ils étaient embarqués dans une aventure pas simple... Par conséquent, la situation demeure ouverte pour l'avenir.

 Vous faites souvent référence aux différentes séquences du nationalisme arabe laïque (nassérisme, baasisme, nationalisme palestinien), qui ont connu leur heure de gloire dans les années 1950 et 1960. Les révoltes qui essaient le monde arabe pourront-elles donner naissance à un nouveau Gamal Abdel Nasser ?

Quand je parle du nationalisme laïque, je fais allusion à un nationalisme sans référence religieuse majeure. Le nationalisme arabe nassérien n'excluait pas la religion, mais il ne mobilisait pas sur cette base, mais sur celle des droits nationaux des Arabes. Aujourd'hui, vous avez un nouveau Gamal Abdel Nasser qui est né au Liban : il s'appelle Hassan Nasrallah, le dirigeant du Hezbollah. Il a évidemment une référence religieuse majeure, ce qui d'ailleurs limite la portée de sa parole. Cela dit, quand vous analysez ses discours, on est en présence de plusieurs registres qui reflètent bien la complexité des conflits tels qu'ils sont vécus par différents niveaux de conscience : un premier lorsqu'il s'adresse à tous les musulmans dans le monde, l'*oumma* ; un autre quand il parle à la communauté chiite au Liban ; un troisième lorsqu'il parle aux Libanais de toutes les confessions ; un quatrième lorsqu'il s'adresse aux Arabes en général. Dans ce cas, il prononce également le terme *oumma*. De surcroît, il joue sur un certain nationalisme arabe et libanais face à Israël. Enfin, la dimension anti-impérialiste est très forte dans ses discours. D'où une rhétorique complexe qui fait des analyses extrêmement fines des situations géopolitiques et du comportement de l'axe États-Unis-Israël-monarchies de la péninsule Arabique. Ce discours a pris une dimension importante surtout après la guerre israélo-libanaise de 2006. Aujourd'hui, il est très combattu, comme l'avait été Nasser autrefois.

 Un retour à la formule d'un Empire ottoman fédéral, démocratique et décentralisé serait-il une alternative pertinente à l'évolution des États du Moyen-Orient ?

Tout discours sur la mise en place d'un néo-ottomanisme à l'ombre duquel les sociétés arabes seraient assagies équivaut à de la littérature académique de bas étage ! Il est probable que l'ivresse soit montée à la tête du Parti de la justice et du développement (AKP) en pensant devenir la puissance hégémonique dans un monde arabe, soutenue par les États-Unis et par leurs alliés des membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar), et dans le but de marginaliser totalement l'influence iranienne.

 Que répondez-vous à ceux qui vous ont qualifié de « nostalgique de l'Empire ottoman » ?

Je suis quelqu'un d'extrêmement objectif. Je n'ai pas de passions personnelles, si ce n'est l'amour de mon pays, le Liban, et des sociétés arabes voisines avec qui nous sommes en affinité de langue et d'histoire. L'Empire ottoman, tout comme l'Empire austro-hongrois ou même l'Empire russe étaient des régimes politiques dans lesquels on pouvait circuler librement,



Manifestation contre le régime syrien de Bachar al-Assad le 30 mai 2012, à Amman, en Jordanie.

accéder aux plus hautes fonctions, quelle que soit l'ethnie ou la confession religieuse d'appartenance. Il y avait un aspect de cosmopolitisme interne qui contraste avec les involutions et fanatismes identitaires d'aujourd'hui. Il faut garder à l'esprit que l'importation des nationalismes à la française ou à l'allemande a aussi fait des ravages dans nos pays. Et puis sont venus se greffer ce que j'appelle les « nationalismes provinciaux », à savoir le nationalisme d'États arabes issus du démembrement de l'Empire ottoman où vous avez des entités pas toujours viables, mal découpées, des conflits – à mon avis artificiels – entre ces familles régnautes, qu'elles soient monarchiques ou républicaines.

Vous écrivez que la démocratie ne peut exister sans la laïcité, mais l'inverse est possible, en témoigne par exemple le kémalisme en Turquie. N'est-ce pas aller vite en besogne que de vanter les mérites du modèle de laïcité turque, assimilée au libéralisme démocratique ?

La laïcité peut exister sans la démocratie. Pas de doute que le régime de Mustafa Kemal Atatürk (1923-1938) était autoritaire. Mais c'est cette laïcité qui a contribué à faire de l'État turc le plus puissant de la région avec son rival de toujours, l'Iran. Si la Turquie est gouvernée depuis 2002 par l'AKP, parti à référence religieuse, sans que cela ait provoqué une guerre civile, c'est parce qu'Atatürk a très bien établi les bases laïques de l'État turc, supprimant toute référence à l'identité religieuse. Quand on dit que les Arabes devraient s'inspirer de ce modèle, encore faudrait-il que les structures juridiques et constitutionnelles de ces États aient été totalement laïcisées, ce qui est loin d'être le cas. Quand vous lisez les témoignages d'Arabes qui ont visité la Turquie dans les années 1930, notamment des cheiks de l'université égyptienne Al-Azhar, ils étaient très admiratifs de cette laïcité turque qui fonctionnait très bien. Ils disaient que cela inquiétait fort les Européens, qui craignaient le succès de ce modèle sur leurs colonies en ébullition. Tout cela contredit complètement ce que certains orientalistes ont pu écrire ou écrivent encore à propos de la Turquie d'Atatürk. Les peuples ont besoin avant tout de dignité. Que le régime soit religieux ou laïque, s'il assure la dignité par rapport à l'extérieur, s'il protège le pays des dominations externes, quelque part, il obtient le consensus.

Si le Liban est depuis sa création la caisse de résonance des principaux conflits au Moyen-Orient, peut-il surgir du Pays des Cèdres des éléments de solution à la crise syrienne ?

Le système communautaire est complètement aberrant partout dans le monde. Je m'accroche à un républicanisme. À partir du moment où la liberté est installée, si l'État s'occupe de tous ses citoyens de façon égalitaire, quelles que soient leur religion ou leur origine ethnique et régionale, il n'y a pas de raisons de vouloir des protections communautaires. Le problème ne se poserait pas comme en Irak, où le régime issu de l'invasion américaine a développé un communautarisme produisant des violences quotidiennes. Si demain on fait la même chose en Syrie, ce sera le même résultat. Regardez le potentiel des Libanais et à quoi le système communautaire a réduit ce malheureux pays ! De plus, ce système permet le maintien des influences externes sur les différents groupes religieux en question, car les communautés religieuses sont transnationales. Si bien que même si l'on veut maintenir un équilibre parfait entre chrétiens et musulmans au Parlement, ce qui est très bien, le système dérape complètement quand il faut prendre en compte, comme l'exige maintenant la Constitution, les sous-divisions de l'islam et du christianisme dans la répartition des fonctions publiques et militaires. Si vous établissez des quotas dans l'administration pour chacune des communautés, vous ne vous en sortez plus !

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR TIGRANE YÉGAVIAN